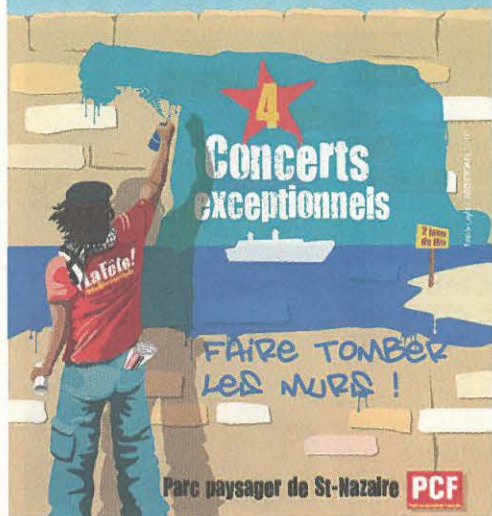


22-23 mai 2010 **Les Nouvelles**
de Loire Atlantique

La Fête! 10€
rebelle et fraternelle
Gratuit pour les moins de 15 ans
www.fetedesnouvelles.over-blog.com



Fête des Nouvelles de Loire-Atlantique

Le point sur la programmation de la plus grande fête populaire et politique du département.

Notre dossier Page 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique *nla*

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 889

8 avril 2010

prix : 0,70 €



Du vote aux luttes : ON CONTINUE !

■ La droite refuse de prendre en compte le scrutin régional

Avec un « remaniement » ministériel dérisoire, la droite entend amplifier sa politique de casse dans les mois à venir.

P 2

■ Mouvement Social

Le rapport de force s'engage après la mobilisation réussie du 23 Mars. Quelles perspectives pour les luttes

P 5

■ L'imposture Cohn-Bendit

P. Ariès et F. Leray livrent un pamphlet critiquant la nature et l'utilisation de la « marque Cohn-Bendit » et témoignent des divers revirement de l'homme politique comme des bases structurantes de son discours.

P 6

■ Logement

Le conseiller général communiste Roger David est intervenu en séance de l'instance départementale pour porter le débat sur le droit au logement.



P 7

Les Nouvelles de Loire Atlantique *nla*

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante:

Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique!

Pour tout renseignement : 02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

Vie de château

Xavier Darcos qui après sa très modeste prestation aux régionales a été débarqué de son poste de ministre se verrait attribuer un petit boulot au château de Versailles. Une bien belle reconversion pour « services rendus » qui ne plait cependant pas à l'actuel détenteur du poste qui propose à l'ami du président une place à la conciergerie du château plutôt que dans les suites royales...

A qui la faute ?

Au lendemain des régionales, le gouvernement a décidé de surseoir à la taxe carbone. Hurllements immédiats chez les écolos de tous poils et « caca mou » de la ministre en charge de la question Chantal Jouanno qui ose dire publiquement son « désappointement » au président et qui lâche la phrase de trop « C'est le Medef qui a planté la taxe carbone ». Sans autre commentaire de notre part...

Départs du PCF

« C'est loin d'être un coup de colère, c'est la nécessité de passer à autre chose » ont exprimées ensemble des personnalités nationales parmi lesquels Patrick Braouzec ou Pierre Zarka qui ont décidé de quitter comme un seul homme le Parti Communiste

Régionales : la femme est-elle l'avenir de la gauche ?



Français. La nature ayant horreur du vide, le « front de gauche » a immédiatement décidé de les rencontrer pour écouter ce qu'ils ont à dire ». Eric Coquerel secrétaire nationale du parti de Mélenchon se déclare quant à lui, prêt à élargir le front de gauche avec « ces déçus du communisme »...

Au dessus des partis ?

En suggérant d'offrir la possibilité d'adhérer au front de gauche sans pour cela être adhérent à l'un des partis qui le compose, les amis de J.L. Mélenchon franchissent une nouvelle étape dans une hypothétique recomposition du paysage politique français. Dans la foulée, le Parti de Gauche se propose de rencontrer dans les prochains jours ses partenaires pour leur faire partager le fruit de ses réflexions. La question reste posée entre alliance, rassemblement et identité de chacun sur ses propres valeurs...

Huit clos imposé ?

Au lendemain des régionales quoi de plus normal pour les partis politiques que de réunir leurs instances dirigeantes afin de procéder à l'analyse nécessaire. Quoi de plus normal en démocratie que la presse fasse état de ces réunions... Et bien, entre la logique et la réalité, il y a souvent un monde car au lendemain de ces discussions qui pouvaient savoir à la lecture de nos quotidiens ou au regard des journaux télévisés que le Parti communiste français avait réuni son conseil national le 27 mars... Rien ne les empêche pourtant à donner sans relâche des leçons de démocratie à tous va...

Point de vue

par Mireille PERNOT

A peine sortis des élections régionales, certains à gauche comme à droite, voudraient nous faire passer aux Présidentielles de 2012. Remarquons que personne ne parle des Législatives qui pourtant sont l'élection des représentants du Peuple !

Sur fonds de crise économique et financière, qui précipite depuis l'automne 2008, des centaines de milliers de travailleurs dans la précarité, l'enjeu pour le pouvoir, est d'éviter que les vraies questions soient posées, et surtout que les citoyens interviennent dans le champ des décisions. Hors, ce n'est pas l'envie qui leur manque.

Ce qui a fait le succès de la gauche récemment, c'est le ras le bol grandissant d'une politique qui réduit tout espoir d'un avenir meilleur, qui s'attache dans tous ses aspects, à restreindre les droits, les libertés, les moyens d'exister dignement, et privilégie tout ce qui peut diviser le peuple. Mais cela a aussi fait le succès de l'abstention, et de l'extrême droite. Dans ce contexte, notre Parti doit assumer ses responsabilités de parti révolutionnaire. C'est l'état d'esprit que j'ai ressenti lors de notre CN

« Pour un Parti Communiste utile »

des 27 et 28 mars. La volonté commune d'être utiles à construire le rassemblement populaire majoritaire nécessaire, à construire des fronts d'action à la hauteur des enjeux avec les citoyens. Majoritairement, les intervenants ont acté les dangers et limites d'un Front de Gauche qui se scléroserait, même quand ils ont considéré que, dans leur région, il avait été



le moyen, pour le Parti, de reprendre la main. Personne n'a considéré la perte de la moitié de nos élus comme un mal nécessaire ou anodin. Tous, nous considérons la nécessité de redonner une voix et une capacité d'organisation au PCF, utile aux gens, utile à des rassemblements mobilisateurs et gagnants ! C'est pourquoi, l'urgence est vraiment de retourner au contact des gens, de leur démontrer que la priorité pour nous, n'est pas de se regarder le nombril, mais de régler le compte « pour de vrai » aux profiteurs, aux parasites, j'ai cité : les capitalistes.

Un déni de démocratie

Nous connaissons l'expression « droit dans ses bottes » utilisée naguère par un Juppé, dans la tourmente d'un mouvement social qui devait l'emporter, nous assistons, au lendemain de la formidable claque prise par la droite aux élections régionales à ce que d'aucun qualifie de « déni de démocratie ». Désavoué dans les urnes et par la rue, jusque dans les sondages, le chef de l'Etat a choisi le passage en force et une nouvelle déclaration de guerre sociale au monde du travail.

Pour la forme et presque pour la petite histoire du microcosme politique, le remaniement ministériel constitue un non événement. Là aussi, nous avons connu le

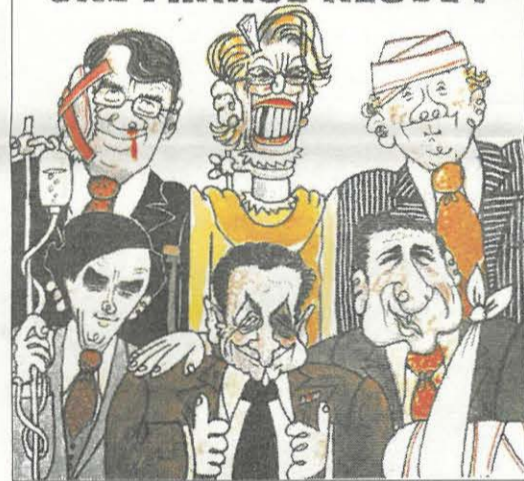
« on reprend les mêmes et on recommence ». Maintenant, après la méthode Coué que semblent avoir adopté nos gouvernants pour minimiser leur déroute, c'est

« une opération d'enfumage » à laquelle nous assistons pour reprendre une expression d'un député communiste commentant le remaniement ministériel. Chacun s'est empressé d'annoncer qu'aucun changement n'était envisagé dans la politique anti sociale dictée depuis l'Élysée. Le vote des françaises et des français a traduit leur colère et leurs attentes que ce soit en matière d'emploi, de salaires ou de services publics. Les choix politiques confirmés par la droite, les réformes annoncées n'y répondront pas, bien au contraire, même portées par de nouveaux émissaires. « Entendre les préoccupations des fran-

çaises et des français », comme l'a dit le premier ministre, suppose que soit stoppée la marche effrénée vers la casse du système de retraites, augmentées de façon substantielle les salaires et les pensions, interdits les licenciements dans les entreprises réalisant des bénéfices, arrêtées les réductions drastiques d'effectifs dans les services publics.

La gauche a la responsabilité de ne pas sous estimer l'ampleur de l'attaque et de ses conséquences. Rien ne

UNE FRANCE NEUVE !



serait pire que s'en remettre à la seule perspective de 2012 sans prendre la réelle mesure des attentes de notre peuple. C'est dans les luttes et dans une action politique volontariste qu'un véritable projet alternatif à gauche doit prendre corps pour faire reculer la droite et créer les conditions de la battre.

De vous à moi...

A ceux qui pensaient que la déculottée de la droite aux régionales pouvait infléchir la politique de Sarkozy y seront de leurs frais. La nomination de Eric Woerth comme ministre du travail sonne comme une véritable déclaration de guerre. Cet homme impliqué jusqu'au cou dans les pratiques de la haute finance internationale va être en charge du dossier de la réforme des retraites... Un signal donné par la droite pour beaucoup d'inquiétudes dans le monde du travail.

Quoi attendre de cet homme marié à celle qui a la responsabilité de la gestion de la fortune de Liliane Bettencourt, cet homme qui, avant d'entrer dans les sphères du pouvoir politique, avait des fonctions dirigeantes dans une grande société d'audit financière basée à Chicago, la ville qui garde l'image de la mafia.

Et les pratiques financières douteuses, il en connaît un rayon puisqu'il partit de cette entreprise privée américaine en 2002, année de son démantèlement suite à son implication dans la triste et célèbre affaire Enron. Un scandale financier qui mit sur la paille des dizaines de milliers d'américains qui avaient vu leurs économies, et donc leur retraite, s'envoler dans des boursicotages financiers douteux.

Et voilà l'homme qui connaît la question des retraites pour l'avoir traité dans une vie professionnelle antérieure avec des fonds de pension, qui dit préférer le mot capitalisation au mot répartition, l'homme sur qui « notre président » vient de donner carte blanche. Un homme qui se vante entre autre d'avoir supprimé 100 000 postes de fonctionnaires depuis 2007...

Y.C.

...en Loire Atlantique.

VITE LU
VITE DIT

Béchu et les échecs

Christophe Béchu a joué de fausse modestie durant toute la campagne sur sa « précocité » politique. Interrogé sur le qualificatif de « surdoué » dont n'hésitaient pas à l'affubler certains journalistes, le candidat UMP aimait à rappeler que s'il ne se considérait pas comme tel, il était dès 7 ans, champions d'échecs dans le Maine & Loire. **Les faits sont têtus, après un échec à la municipale d'Angers en 2008 et un autre aux régionales en 2010, il apparaît clairement qu'en terme d'échecs, Béchu n'a pas perdu la main. De là à vouloir rejouer la partie en déposant un recours...**

Fête des Nouvelles



La vignette de la fête des Nouvelles de Loire-Atlantique est disponible auprès des militants communistes et des sections du PCF.

Avec un prix inchangé et une programmation musicale plus forte encore avec pas moins de 4 concerts, les communistes veulent continuer de faire évoluer et progresser leur fête départementale.

La vente de vignettes sera déterminante pour réussir l'exercice 2010.

Un premier rendez-vous de la vignette, convivial et fraternel sera organisé le soir du Vendredi 30 Avril à Saint-Nazaire (lieu à préciser)

Pour toute information: 02 40 35 03 00

Régionales, Béchu veut rejouer la partie

56,39% pour la liste de rassemblement de la gauche, 43,61% pour la droite... avec 140 000 voix d'écart, le résultat est sans appel. Et pourtant... Christophe Béchu a décidé de déposer un recours en annulation de l'élection régionale. Le prétexte: « une quinzaine d'irrégularités » que la droite aurait fait relever par huissier concernant pour la plupart, une prétendue « utilisation de moyens publics » de la part d'élus de gauche.

Et François Pinte de se vouloir rassurant en affirmant « Il n'est pas question de remettre en question l'élection de Jacques Auxiette, puisque qu'on sait bien qu'elle ne sera pas annulée, avec un tel écart de voix. Nous souhaitons simplement dénoncer le principe qu'on ne peut pas utiliser des moyens publics pour une campagne. » Le directeur de campagne du candidat de droite avance donc la présentation d'un « dossier épais », rempli de « constat d'huissiers », mais un dossier qui n'aboutira pas.

Les électeurs des pays de la Loire apprécieront certainement le recours procédurier à la justice assumé comme une sorte de « barroud

d'honneur » de la droite.

Mais l'initiative engagée révèle deux éléments de fonds.

La droite ne digère pas sa défaite d'une part et révèle son visage politicien d'autre part.

En engageant le recours, Béchu témoigne, en Pays de la Loire, du positionnement national de l'UMP. La droite refuse simplement de prendre en compte et de reconnaître sa défaite. Le « surdoué » du Sarkozysme, auteur au premier tour du meilleur score national de l'UMP reste en première ligne.

Mais il y a plus dérangeant. En réalité, Christophe Béchu est sévèrement frappé par le cumul des mandats. Président du conseil général du Maine & Loire, député européen, conseiller régional et chef de file de l'opposition en Pays de la Loire, voilà une carte de visite bien remplie pour un homme de 35 ans...

En complet décalage avec les efforts institutionnels engagés dans le sens du renouvellement des élus.

En effet, la loi sur le cumul des mandats précise qu'en « cas de démission du dernier mandat acquis, le mandat le plus ancien prendra également fin de plein droit. »

Autrement dit, pour Béchu, quitter la région signifie renoncer à la présidence du Conseil général du Maine & Loire. Pour autant, démissionner de son mandat de parlementaire européen acquis il y a à peine un an serait mal vu dans un électoralat de droite sensible à la valorisation des problématiques européennes. Le « cumulard » apparaîtrait en quelques sortes comme l'homme qui veut conserver son implantation locale au détriment de l'Europe.

Voilà le casse tête auquel est confronté Christophe Béchu et qui préside probablement au dépôt du recours. Celui-ci permettant de gagner du temps puisqu'il suspend le résultat de l'élection jusqu'au rendu de décision judiciaire. L'UMP en crise aurait elle usé jusqu'à la corde l'image du jeune élu dynamique disponible pour toutes les conquêtes ?

Reste une affaire nuisible pour la vie démocratique déjà bien mal en point comme en témoigne le très haut niveau d'abstention.

La droite régionale a fait son choix, celui de la hargne revancharde et de la cuisine politicienne pour protéger



ses élus. Pour tenter d'apaiser un débat qui commence à virer au vinaigre pour l'UMP, François Pinte a cru bon de préciser que le choix entre les trois mandats de Béchu était totalement étranger au recours, allant jusqu'à affirmer « si telle était notre intention, nous aurions demandé à un anonyme de le faire à notre place ». Charmant...

Un printemps pour la Paix

A la veille de la conférence Internationale pour la révision du T.N.P. (Traité de Non-prolifération des armes nucléaires) qui doit avoir lieu du 30 avril au 7 mai 2010 à New-York, le Comité Nazairien du Mouvement de la Paix se réinvestit dans la campagne I CAN, pour l'abolition de l'arme nucléaire. Les militants vont diffuser l'information et proposer une lettre-pétition au Président de la République, pour que la France appuie l'adoption et l'application de la Convention d'élimination des armes nucléaires.

Temps fort : samedi 17 avril, sur l'esplanade des Droits de l'Homme à Saint-Nazaire, de 15h à 17 heures. **Le dimanche 25 avril à Crozon** se déroulera une ultime manifestation, avec pique-nique à midi et marche du Fret à l'Île Longue. Le bilan des pétitions sera communiqué à la délégation de cinq Rennais qui participera aux manifestations de début mai à New-York.

Enfin, la situation de la Palestine appelle à une intervention urgente de l'opinion publique pour que les instances internationales, ONU et Union Européenne, fassent pression vers une solution politique conduisant à la reconnaissance d'un état palestinien dans ses frontières avec Jérusalem-



Est comme capitale.

Madame Françoise Germain Robin tiendra une conférence à Saint-Nazaire, le lundi 3 mai 2010 à 20h30, à AGORA, 2 bis rue Albert de Mun, Thème : la Palestine.

La soirée est organisée par le Mouvement de la Paix en partenariat avec le Collectif Solidarité Palestine et Femmes Solidaires. Les lecteurs de l'Humanité ont pu lire les nombreux articles de Mme Françoise Germain Robin qui a suivi dernièrement les travaux du Tribunal Bertrand Russel à Barcelone, ainsi que la rencontre à Bruxelles de femmes israéliennes et palestiniennes, organisée par la Commission Internationale des Femmes et la Fondation Rosa-Luxembourg.

Soyons nombreux à manifester notre solidarité au peuple palestinien.

Paulette Mérand (Comité Nazairien du Mouvement de la Paix)

La bataille du lait continue

Nouvelle action à Nantes jeudi premier avril des producteurs de lait pour qui la crise continue. A l'appel principalement de l'APLI (association des producteurs de lait indépendants), les manifestants ont déversé du lait sur le parvis de la place du commerce avant d'observer une minute de silence en hommage à l'une de leur collègue exploitante suicidée le matin même parce qu'elle n'arrivait plus à faire face.

De fait le prix du lait reste bien trop bas pour être rémunérateur tandis que l'on s'achemine vers des propositions qui passent par la contractualisation avec les industriels et grandes surfaces plutôt que par la fixation d'un prix minimum d'un bon niveau.

Déjà, l'APLI avait souhaité une rencontre avec les groupes politiques dès la séance d'installation du conseil régional pour alerter à nouveau les élu(e)s et demander un relai politique. **Aymeric Seassau, conseiller régional PCF a ainsi pu rappeler aux exploitants que pour ce qui concerne les communistes, Patrick le Hyaric avait dès le mois de Septembre au parlement européen exigé la création d'un fond exceptionnel d'aide à la production laitière non industrielle, la fixation immédiate d'un prix minimum intra-européen que les centrales d'achat seraient obligées de respecter sans augmentation des prix à la**



consommation, le blocage des quotas de production nationaux et l'arrêt des exportations extracommunautaires abusives.

L'occasion également pour l'élu communiste d'affirmer aux producteurs de lait « **Votre colère est juste. /.../ Concernant les aides versées par le conseil régional à des entreprises de l'industrie agro-alimentaires, vous pouvez saisir la commission de suivi et d'évaluation des aides publiques, elle est là pour ça** » et de répondre à la députée sarthoise UMP Fabienne LABRETTE MENAGER qui critiquait les subventions publiques régionales « **c'est pourtant la droite qui a abrogé dès son retour au pouvoir en 2002 la loi de contrôle des fonds publics** Reste qu'avec des charges ayant augmentées de 50% et un prix resté stable depuis 1986 malgré l'inflation, l'urgence reste de mise pour les producteurs de lait !

Le dossier.

Fête des Nouvelles

Les 22 et 23 mai au parc paysager de Saint-Nazaire

■ Rebelle et fraternelle

Les 22 et 23 Mai prochain la fête rebelle et fraternelle, celle du journal des Nouvelles de Loire-Atlantique, investira de nouveau le parc paysager de Saint-Nazaire.

Cette grande fête militante, lieu de débats politiques, de rencontres fraternelles, de partage d'expériences autour des luttes et des enjeux de notre temps, sera aussi un événement festif.

Cette année, ce ne sont pas moins de quatre groupes qui seront présents sur la fête. Le samedi soir sera très rock'n'roll avec *les Flamingos* et les très

mythiques *Little Bob et Pigalle*.

Comme traditionnellement un dernier spectacle aura lieu après le meeting. Ce sera alors aux *HK et les Saltimbanks* d'investir la scène.

La fête, c'est aussi un lieu de réflexion, de débat et de résistance. Résistance face aux inégalités, aux discriminations, aux injustices faites aux peuples, à la domination de l'argent. Résistance aussi face au gouvernement ultra libéral de M. Sarkozy.

Cette année, c'est **Patrick LE HYARIC, député européen et directeur de l'humanité** qui sera l'intervenant du grand

meeting et qui se chargera de mettre en exergue ces actes de résistance.

Et puis, ne l'oublions pas, **la fête sera également un temps de fraternité, de rencontre.** De nombreuses associations, des salariés en lutte, des élus seront présents pour échanger sur leurs expériences.

Nous vous attendons donc très nombreux dès le samedi midi entre les stands de la fête. De nouvelles spécialités culinaires, de nouveaux stands et de nouvelles animations pour toute la famille vous y attendent !



Débats

■ Faire tomber les murs

Faire tomber les murs, tel est le fil conducteur des deux jours de fête et de débats qui se dérouleront à Saint-Nazaire.

Les murs sont encore nombreux à empêcher la solidarité, la paix et le bien être commun.

Face à la crise du capitalisme il faudra tout d'abord faire tomber le mur de l'argent. Ce sera l'objet du premier débat. La droite libérale se targue de vouloir (et ce ne sont là que des intentions !) moraliser le système capitaliste dont la cupidité des banquiers

et la course folle à l'argent facile a fait vaciller l'économie réelle. Par voie de conséquence, bon nombre de salariés se sont retrouvés au chômage. Au contraire, il faut travailler à la construction d'un nouveau système plus solidaire mettant l'humain en avant.

Autre mur en question, le mur de Berlin. **Vingt ans après sa chute nous nous attarderons sur l'actualité et l'effectivité d'un communisme du**



XXIème siècle.

Et puis, s'il est bien un mur de la honte c'est celui qui sépare, arbitrairement Israël des territoires palestiniens. Sa mise à terre, l'expression de la solidarité envers le peuple palestinien sera un des enjeux de l'édition 2010.

■ Solidarité avec le peuple palestinien

Il y a un an une délégation d'élus communistes et de représentants du monde politique, syndical et culturel se rendait en Palestine pour participer à l'opération « Un avion pour la Paix ».

Parmi les personnalités présentes il y avait Patrick LE HYARIC et HK qui nous feront tous deux l'honneur d'être présents sur la scène de la fête des nouvelles. En Palestine, ils ont porté un message de solidarité, rencontré des militants israéliens et palestiniens attachés aux droits humains et à la paix...

Bien qu'une année se soit écoulée, les indignations demeurent. La poursuite de la colonisation remet en cause la création d'un Etat palestinien, le mur est toujours en place et de nombreux prisonniers politiques croupissent dans les prisons israéliennes. La fête sera aussi l'occasion de faire tomber le mur des prisons et d'exprimer notre solidarité envers Salah AMMOURI et Marwan BARGHOUTI...

■ Les Flamingos

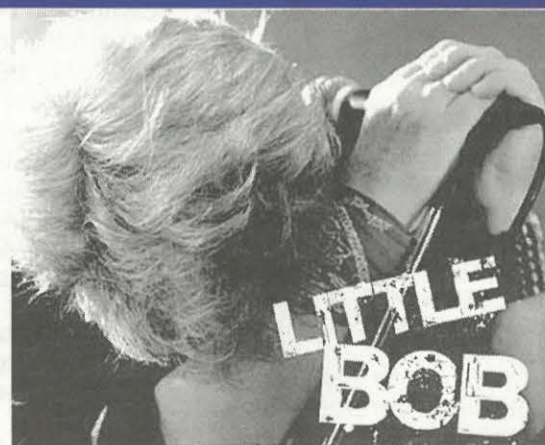
Formé il y a 27 ans le groupe de rock nantais *les Flamingos* sont de retour sur la scène de la fête des nouvelles. **En trois ans, après avoir enregistré un album et fait une centaine de concerts ils ont définitivement marqué le paysage du garage rock français.**

Leur reformation est donc un événement qu'ils vous feront partager.



■ Little Bob

Little Bob est un pilier du rock français. Musicien intègre il distille depuis plus de 30 ans son blues-rock loin de la musique édulcorée de ses confrères médiatiques. Little Bob est aussi un Musicien en colère : **« Oui, je suis en colère ! Je voudrais que ça s'arrête cette connerie où l'argent a plus de valeur que les hommes »** déclarait-il à la presse lors de la sortie de son dernier album.



■ Pigalle

De Pigalle chacun connaît le charismatique François Hadji-Lazaro également Membre des Garçons Bouchers et fondateur du regretté Label indépendant Boucherie Production.

Pigalle entre rock et chansons réalistes, viendra présenter son nouvel album « des espoirs » sorti en février dernier. Un album où se raconte la vie des gens d'en bas. Il sera alors temps pour les spectateurs d'entrer Dans la salle du bar tabac de la rue des Martyrs...



■ HK et les Saltimbanks

Très loin de l'individu et du profit, très loin du travailler plus pour gagner plus. La devise du groupe serait plutôt : **« travaillons plus pour que le monde gagne plus en humanité »** ou encore **« faisons de nos vies une œuvre d'art et de notre art un acte de résistance »**. **HK & les Saltimbanks proposent donc une musique faite pour chanter, danser et rire, mais aussi une musique pour se lever, s'indigner et se révolter.**



Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

Il risque l'expulsion

Cet agent de sécurité, en CDI depuis décembre 2008, a été interpellé dans la nuit du 23 au 24 mars entre son domicile et son lieu de travail au Hangar à Bananes. **Mis en examen, ce salarié sans papier risque l'expulsion.** L'intersyndicale CGT, FSU, Solidaires et CFDT dénonce "après ses mensonges sur le dossier Leclerc Paridis, le soutien total de la Préfecture aux « patrons voyous »".

+9,7%

Le groupe GDF Suez, anciennement Gaz de France privatisé par les soins de Sarkozy, fixe désormais en lieu et place du Ministre, **les tarifs du Gaz.** Au 1er avril, ce sera 9,7% d'augmentation. **Un nouveau cadeau pour les actionnaires !**

Halte au racket !

La prime de service, environ 1200€, versée par le CHU de Nantes aux 1002 agents contractuels pour l'année 2008 est aujourd'hui réclamée par la direction. Cela fait suite à la décision du Conseil d'Etat de casser le jugement de la Cour d'Appel Administrative qui donnait satisfaction à la requête déposée par le syndicat CGT du CHU. Le CHU dit « être tenu de procéder à la récupération des sommes indûment perçues par les agents contractuels », ce que conteste la CGT. Les salariés ont rappelé dans le cadre d'une journée d'action nationale dans la santé le 30 mars combien cette décision était injuste et inacceptable.

Culture en danger !

400 professionnels, élus, public... partageaient, lors d'un rassemblement dans le cadre d'une journée nationale le 29 mars, **la même inquiétude pour la culture et les acteurs artistiques.** En effet, les conséquences de la Réforme Générale des Politiques Publiques conjuguée avec la suppression de la taxe professionnelle et le transfert de compétence sans les budgets équivalents seraient incalculables pour la création artistique professionnelle, les projets éducatifs et l'emploi. La diversité culturelle serait menacée au bénéfice d'une approche purement marchande.

Montée en puissance

Le nombre des conflits sur les salaires traduit un profond ras-le-bol des salariés confrontés au gel des augmentations générales, à l'individualisation, à la hausse éfrénée de la productivité : Air Liquide à Carquefou, Smurfit-Kappa à Gétigné, Trelleborg Prodyn à Carquefou, mais aussi Carrefour, Ikea, Waterman à St Herblain, Crown à Nantes, Arcelor à Indre ... **En cette période de profonde crise de l'emploi, les salariés ne renoncent pas à réclamer des augmentations.**

Petite enfance

Après la mobilisation exceptionnelle des professionnels d'accueil de la petite enfance et des familles le 11 mars, le secrétariat d'Etat à la famille reçoit enfin le collectif le 26 mars. **Le collectif « Pas de bébés à la consigne » appelle parents et professionnels à rester mobilisés en préparant la journée du 8 avril.** En Loire Atlantique, les écoles publiques et privées accueillent deux fois moins d'enfants de deux ans qu'auparavant.

Controversée puis annulée

L'Association France Palestine Solidarité 44 a exprimé sa surprise et sa condamnation de voir se tenir sous couvert de « francophonie » **une conférence sur la situation d'Israël en 2010** où « la qualité des intervenants laissent penser qu'il s'agira d'une justification de la politique coloniale israélienne ».

Pas d'avenir sans industrie !

Deux salariés sur dix y travaillent. **En un an, notre département a perdu 3000 emplois industriels, hors intérim.** On revient au niveau de 2005.

L'avenir d'un des fleurons de notre département, les Chantiers Navals de St Nazaire est posé avec des conséquences sociales sur l'ensemble des salariés de la construction navale et bien au-delà. Les chantiers, ce sont 2500 emplois directs et près de 3000 chez les sous-traitants. Dans les années 2000-2001, quatre à cinq navires étaient en construction. Cela représentait un effectif sur le site d'environ 12000 salariés.

Plans sociaux chez GOSS, à la SAMRO, VALSPAR, plans de départs volontaires à Ancenis chez MANITOU, TOYOTA, plans de licenciements de moins de 10 salariés à la CNAI de St Nazaire, MANULI-OTIM à Ancenis, chômage partiel chez LEDUC à Ancenis... dans la plupart des filières, la panne est quasi générale.

La crise joue un rôle indéniable dans cette spirale, mais les racines du mal sont bien plus anciennes. **En 10 ans, la perte de parts de marché atteint 16% pour les produits manufacturés et l'industrie ne pèse plus que 21% de notre richesse nationale.** C'est tout notre savoir-faire qui s'envole. Or, c'est bien l'industrie qui est au cœur de la création des richesses. Quand les usines ferment, l'économie s'arrête. **L'industrie fait pourtant son come back dans le discours du gouvernement.** On tente de répondre à l'urgence avec un plan de relance, mais le syndicat CGT considère que « des mesures pour les industriels ne font pas une politique industrielle ». Les exonérations sociales et fiscales et les contrats aidés ne font pas une politique de l'emploi. Nous devons à la fois avoir un tissu industriel diversifié et être porteur de grands projets.

La journée nationale d'action interprofessionnelle du 23 mars était là pour le rappeler, d'autres suivront en avril et le 1er mai.



Etre combatif

Le 23 mars, nous étions, à l'appel de la CGT, CFDT, FSU, Solidaires, 35 000 à exiger un calendrier permettant une réelle négociation sur les retraites en la liant aux questions de salaires et d'emploi. Tous les syndicats ont noté le succès de cette journée d'action. Mais, le gouvernement nous a prévenu : il réaffirme tranquillement son désir de maintenir le cap de sa politique, notamment sur les retraites. Il entend légiférer dès le début de l'automne, laissant finalement peu de temps pour mener le débat et mobiliser les salariés.

Selon un sondage CSA/L'Humanité,

63% des Français souhaitent aujourd'hui que les syndicats appellent à poursuivre la mobilisation. Ils sont 74% des jeunes salariés entre 25 et 29 ans, 74% des employés et 72% des ouvriers à réclamer de nouvelles actions. L'appel à la mobilisation générale sur la réforme des retraites doit donc être entendu. **D'autant que le ton est donné pour**



Dérive dangereuse et inacceptable



Parmi les alternatives au chômage partiel ou aux licenciements pour motif économique, le gouvernement a inventé une nouvelle arme anti-chômage, le prêt de main d'œuvre. Prêter ses salariés à une entreprise prospère quand on traverse une passe difficile et ainsi éviter des mesures de chômage, c'est l'objet de ce prêt de main-d'œuvre.

MANITOU, face à une hausse inattendue de commandes, le leader mondial des chariots élévateurs, a besoin de proposer des missions d'intérim à certains de ses ex-salariés (340 salariés ont quitté l'entreprise en 2009) et envisage des conventions de prêt de personnel auprès de ses fournisseurs ou sous-traitants. Ainsi, LEDUC lui prêtera du personnel. C'est aussi AIRBUS : 3500 avions à construire, plan de charges de 7 ans, prêt de personnel à la DCN d'Indret.

Ce prêt fabrique ainsi un salarié que le patronat peut utiliser comme bon leur semble et entre amis.

C'est la porte ouverte à la fragilisation des salariés ainsi éloignés de ses collègues. Respecte-t-il la volonté du salarié, ou l'obligation de négocier un accord avec les syndicats ? De plus, de nombreux points restent en suspens : votes aux élections professionnelles, responsabilité en cas d'accidents de travail, ancienneté... Le code du travail n'encadre pas le prêt de main d'œuvre. **Pas sûr que cela favorise une plus grande protection des salariés.**

L'ancien ministre du travail, celui d'avant les Régionales, avait d'ailleurs annoncé la mise en place d'une commission en vue de préparer une « simplification du code du travail ». La CGT précise que « ce sont les salariés qui sont victimes de l'insécurité, et c'est la "sécurisation juridique" des entreprises à laquelle travaille le gouvernement ».

Ce dossier souligne, s'il en était besoin, la nécessité du renforcement des expressions revendicatives, de la mobilisation et de l'unité d'action.

cette réforme : allonger la durée de cotisation, repousser l'âge de départ à la retraite, promouvoir la capitalisation. Des simulations qui ne répondent qu'aux injonctions du patronat. Un dogme commun émerge : la prétendue inéluctabilité de l'allongement de la durée de cotisation. Le gouvernement serait bien ins-

piré de tirer le bilan des précédentes réformes. Celles de Balladur en 1993 et de Fillon en 2003 devaient permettre de maintenir les droits des retraités et de résoudre durablement le problème du financement. Or, c'est l'échec des deux côtés : on a assisté à une baisse généralisée du niveau des pensions et à un recul de l'âge du départ à la retraite avec l'allongement de la durée des cotisations. Et la question du financement reste entière. Il est temps donc de faire émerger dans le débat et dans les luttes des réponses durables pour les retraités.

En fait, nous sommes confrontés à un véritable choix de société.

Evènements, culture, idées.

Le philosophe et l'événement :

Vers une troisième étape de l'Idée du communisme

Alain Badiou est l'un des philosophes contemporains les plus importants. Dans ce nouveau livre, "La philosophie et l'événement", répondant aux questions de Fabien Tarby, il nous guide dans un parcours qui explore quatre des principaux domaines de la philosophie : la politique, l'amour, l'art et les sciences.

Concernant le champ politique d'aujourd'hui, A. Badiou souligne d'abord que le point fondamental est, selon lui, qu'il n'y a pas seulement des adversaires, il y a des ennemis : « des gens dont on estime proprement inacceptable la vision du monde, ce qu'ils nous infligent, ce qu'ils attendent de nous ». Une clarification « toujours à l'horizon de la politique dans sa grande tradition révolutionnaire ». Alors qu'on a longtemps insisté sur l'idée que l'Etat était l'oppression réelle, pour Badiou, « de façon plus essentielle, il est ce qui distribue l'idée du possible et de l'impossible. L'événement, lui, va transformer ce qui a été déclaré impossible en une possibilité ».

Une façon de se préparer à l'événement, c'est la critique de l'ordre établi même quand il semble être maître des possibilités. Un travail critique en dernier ressort surhumain, car il propose au collectif, à l'humanité vivante, des possibilités à hauteur de ce dont elle semble capable. Loin d'un exer-

cice intellectuel, une telle critique est d'abord « une fidélité à des événements du passé qui se donne dans des procédures pratiques, des prises de position, dans un militantisme qui conserve la mémoire des choses ». Badiou appelle "l'idée" ce qui nous propose l'horizon d'une possibilité nouvelle, au nom de laquelle on agit, on transforme, on

a un programme. En ce sens, il parle aujourd'hui de l'Idée du communisme comme de celle qui veut que « l'action peut être animée par la conviction qu'un autre monde social, collectif, politique, est possible, un monde qui n'est d'aucune façon fondé sur la propriété privée et le profit ».

Il s'inscrit dans une séquence communiste, ouverte par la Révolution française, dont nous ne connaissons que les deux premières étapes de l'histoire. Nous n'en sommes qu'au tout début de la troisième, nous trouvant devant cette alternative : ou bien la catégorie de communisme doit être abandonnée, ou bien, si

on ne veut pas se retrouver totalement dans le consensus, elle doit entrer dans une troisième étape de son histoire dont, par conséquent, on ne sait pas encore grand chose.

• Dans la première étape du communisme, celle de Marx au XIXe siècle, le communisme était une catégorie historique : « Marx subordonnait la politique à l'histoire, le communisme étant l'idée de ce qui allait se réaliser, historiquement, au terme de la lutte des classes ».

• La deuxième étape, celle des partis communistes du XXe siècle, était entièrement centrée sur la question de l'organisation. Alors, « "Communisme" n'est plus le nom de l'idée générale de l'émancipation, mais le but d'organisations particulières, chargées de faire triompher effectivement et réellement l'insurrection populaire ».

• Pour aller plus loin, tout en restant fidèle au mot communisme, « il faut entreprendre le bilan de ces deux étapes. Ce n'est pas aux ennemis

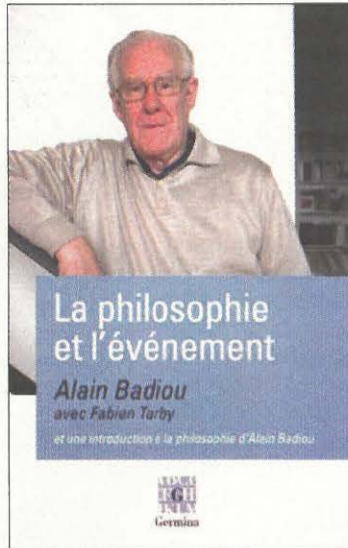
de le faire, c'est à nous. C'est plus efficace et prometteur, si on veut se préparer aux événements politiques qui ne manqueront pas de se produire ».

Car, « quand on pense à la situation en Palestine, aux préparatifs de guerre contre l'Iran, à l'occupation de l'Afghanistan, aux millions de chômeurs provoqués par la crise financière, à la destruction des services publics, aux lois scélérates contre les familles ouvrières venues de l'étranger, à la montée partout en Europe d'un chauvinisme et d'un racisme de sous-préfecture autrichienne, quand on voit les islamophobes hurler à la mort de notre civilisation, on se dit que le monde a sérieusement besoin d'une formidable injection de communisme ».

Pour lui, la question du communisme est donc celle de savoir s'il existe ou non, une authentique alternative globale quant au destin de l'histoire humaine. Qui soit porteuse d'expérimentations en situation, conflictuelles - pouvant aller jusqu'à des pratiques de désobéissance, de transgression, conduite par une organisation également expérimentée.

Belle réflexion philosophique à haute voix, abordable et suggestive. En un mot : utile.

Alain Badiou, **La philosophie et l'événement**, Ed. Germina, 2010, 182 p., 16 €



LIRE

L'imposteur

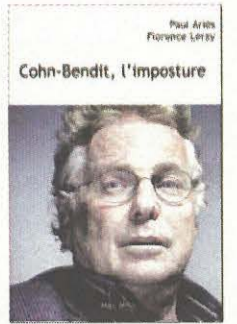
Ce livre est un pamphlet. Le genre a bien sûr des limites, mais ses formules font pourtant mouche à presque chacune des pages. A contre courant d'une publicité dont il n'a nul besoin, bénéficiant déjà « pour séduire du soutien des grands médias », ses auteurs estiment que Daniel Cohn-Bendit est « le symptôme de quelque chose de grave », et se proposent donc d'analyser la "pensée DCB", véritable signature marketing de la marque Dany, en tant qu'elle est porteuse d'un projet politique délibéré.

Or, elle cultive à dessein les confusions : « Dany ne cesse depuis 40 ans de dire une chose et son contraire et d'en être fier. Il varie selon les années, les lieux, son auditoire, et parfois même au fil des pages d'un livre ». Ceci étant, « Dany ne change pas cependant d'opinion sur ce qui structure sa pensée. Il était anticommuniste en 1968, il le reste encore aujourd'hui. Son identification du communisme est d'ailleurs à géométrie variable.

En 1968, elle concernait selon sa formule les seules "crapules stalinienne" du PCF et de la CGT. Aujourd'hui, elle concerne tous ceux qui veulent encore changer le monde ». Leur analyse montre que s'il se réclame volontiers de Castoriadis ou de Lefort, DCB répète en réalité BHL et Glucksmann. « Champion d'une pensée minuscule écrite avec des majuscules, il use et abuse des notions paresseuses, en forme de mots valises », telles que Démocratie, Droits de l'Homme, Europe, Goulag, etc.

Entré chez les Verts par opportunisme, sa trajectoire politique le rapproche peu à peu de la droite décomplexée. Homme caméléon, entré vivant dans l'histoire dès 68, il aura depuis parcouru en 40 ans tout l'arc-en-ciel politique français : Dany le Noir a enfanté Dany le Rouge, métamorphosé en Dany le Vert, devenu Dany l'Orange... Avant que, désormais plus libéral que libertaire, Dany le Bleu, soit intronisé "fou du Roi" Starozy et "idiot utile" du capitalisme vert. Lecture salutaire, qui rompt sans ménagement avec la complaisance sans limite dont il était unanimement l'objet jusqu'à ce livre.

P. Ariès et F. Leray, **Cohn-Bendit, l'imposture**, Ed. Max Milo, 2010, 190 p. 17 €.



VOIR...



Le Sourire du Chat

Jusqu'au 29 août prochain, le Hangar à Bananes à Nantes reçoit Le Sourire du Chat, une exposition proposée par le Fonds régional d'art contemporain (Frac) et l'Ecole supérieure des beaux

arts. L'exposition rassemble une soixantaine d'œuvres d'artistes très différents, qui pose la question du sujet de la peinture à travers différents supports : le tableau, la photographie, la sculpture et l'installation.

Le chat du Cheshire est le fidèle compagnon d'Alice au pays des merveilles : "Ma parole ! J'ai souvent vu un chat sans sourire, mais jamais un sourire sans un chat !" s'exclame-t-elle.

A travers monochromes et polyptyques, s'affichent ici couleurs, rythme et lumière. Du 3 mars au 29 août au Hangar à Bananes, quai des Antilles à Nantes.

MÉDIAS

Critiquer les médias ?

Enjeu de la question posée par ce numéro de la revue Mouvements n°61 : où en est, aujourd'hui, la critique des médias comme projet politique ? Où se tient-elle dans un espace social qui a, en quelque sorte, digéré certaines de ses analyses ? Question d'autant plus vive que l'espace médiatique est chaque jour plus marqué par la marchandisation de l'information et qu'il y a bien un problème médiatique dans nos espaces politiques.

Les signes en sont nombreux : entre autres, les rapports avec le politique, pratiques journalistiques

indigentes, cadrages médiatiques douteux etc...

La collision entre la banalisation d'une certaine critique des médias et

le renforcement des logiques marchandes dans les industries médiatiques crée un climat où, d'un côté, le cynisme des entrepreneurs de spectacle

devient total : ils peuvent se permettre de dire très tranquillement qu'ils ont pour métier de vendre « du temps

tème dont ils récusent unanimement les valeurs.

On voit comment une telle situation soulève

inévitamment des questions quant au rôle encore envisageable pour une analyse critique des médias, qu'elle soit économique, discursive, ou sociologique. Une

série d'articles qui visent à éclairer ce questionnement.

Revue Mouvements n°61, janvier-mars 2010, Ed. La Découverte, 164 p. 15€



près de vous

Municipalités



Vote des étrangers

Les groupes communistes, socialistes et verts à l'assemblée nationale ont proposé une loi visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux résidents étrangers (or Union Européenne) pour les élections municipales. Même si ce projet de loi n'a pas abouti, il illustre, après les résultats des régionales, l'importance du travail commun d'une gauche unie, capable de faire avancer des propositions au service des citoyens.

Départements

Les départements de France soutiennent la création culturelle

A l'occasion de la journée nationale du 29 mars 2010 pour la défense de l'art et de la culture, à l'appel de l'ensemble des professionnels du secteur, l'Assemblée des Départements de France a apporté son soutien et rappelle combien les futurs textes (autour de la réforme territoriale) mettent en cause la capacité des départements à intervenir dans ces secteurs d'activité.

Agenda 21

Pour une utilité sociale

Nombre de communes se sont dotées d'agenda 21 qui sont autant de plans d'action en faveur du développement durable. Pour les élus communistes, il est important que cet outil apporte d'abord des réponses aux besoins humains qu'ils soient sociaux ou environnementaux. Une logique loin de celle des multinationales, qui comme le déclara Yann VINCE à Rezé, « se drapent de la vertueuse toge écologique alors même que les logiques dans lesquelles elles s'inscrivent s'attèlent à reléguer les êtres humains au rang de marchandises et contribuent largement à dégrader l'état de la planète ».

Le Croisic - La Turballe

Fusion des deux ports

La gestion des ports du Croisic et de La Turballe et des activités de pêche et de plaisance vont être globalisés au sein d'une seule délégation de service public (DSP). Cet outil de gestion doit préserver les deux entités dans l'intérêt des professionnels comme des habitants et des plaisanciers.

L'invité

Redevance incitative, la fausse bonne idée

La redevance incitative sur les ordures ménagères consisterait à faire payer plus cher les usagers qui ne font pas d'effort pour trier leurs déchets et à alléger la facture des éco-citoyens. C'est le principe du « pollueur payeur » appliqué aux particuliers.

Si l'idée paraît intéressante, elle pose néanmoins beaucoup de problèmes. Tout d'abord un problème financier. Les coûts de collecte des ordures ménagères sont aux 3/4 des coûts fixes composés principalement des salaires, de l'amortissement des matériels et du carburant. Ces coûts dépendent du nombre de tournées et de leurs distances, ils ne sont pas liés à la quantité de déchets collectés. Passer à la redevance incitative nécessite d'investir dans du matériel de collecte plus coûteux (bennes avec pesons, systèmes de traitement des données collectées,...).

Cette redevance ferait certes payer plus cher ceux qui ne trient pas, mais ne diminuerait pas la facture des éco-citoyens.

Cette redevance amène une certaine injustice envers les assistantes maternelles. Celles-ci, qui pour la plupart, et on comprend pourquoi, n'utilisent pas de couches lavables, veraient leurs redevances sur les déchets fortement augmentées. Elles auraient donc le choix entre diminuer leur pouvoir d'achat ou celui des parents dont elles ont en charge les enfants.

Cette taxe pose un problème de solidarité. Aujourd'hui, et nous les défendons largement, il existe des systèmes de répartition financés principalement par les actifs. Ceux-ci, qui ont des jeunes enfants dans leurs foyers, bénéficient de services publics, comme l'éducation, financés par l'impôt auquel participent les retraités qui le peuvent.

Les familles nombreuses et les familles avec des enfants en bas âges seraient pénalisées beaucoup plus fortement qu'une famille de retraités. Surtout si parmi ces derniers nous prenons ceux qui ont la chance de pouvoir effectuer des voyages pendant leurs retraites.

La solidarité doit être le moteur de notre société. Nous devons nous méfier des slogans et trouver des moyens de faire prendre conscience à tous de la nécessité de réduire ses déchets en préservant la solidarité au sein de notre société.



Bertrand HERRERO
Délégué communautaire - C.C Loire et Sillon
Adjoint au Maire de Campbon

L'activité

Région

Installation du nouveau Conseil Régional

Le 26 mars dernier, lors de l'installation du nouveau conseil régional qui a vu Jacques AUXIETTE reconduit à son siège de président, Philippe DENIS est intervenu pour le groupe communiste afin de rappeler les enjeux du mandat. Fort du soutien de la population ligérienne « pour conduire des politiques de gauche en leur faveur » les élu-e-s communistes n'en ignorent pas moins les frustrations et les mécontentements exprimés par les abstentionnistes : « leur colère est juste et notre majorité de gauche doit l'entendre et y répondre par des mesures efficaces, concrètes et solidaires ! » Tout à l'inverse d'un gouvernement qui nie les attentes populaires après le scrutin comme après les mobilisations du 23 mars. Outre ce mépris de l'expression populaire les communistes dénoncent un mépris de la démocratie : en cause la réforme territoriale qui vise à bâillonner les collectivités territoriales et à laquelle le président de région répond par le gel de la part régionale du Contrat de projet 2007-2013.

Pour les élu-e-s communistes « l'urgence sociale et la gravité de la crise imposent un devoir d'intervention plus fort encore ». Parmi les projets à réaliser en priorité pour répondre aux attentes ils leur importent le « soutien à l'industrie et à l'emploi, première préoccupation de nos concitoyennes et concitoyens. »

Conseil général



Logement : le département solidaire

Pour Roger DAVID, « le droit au logement et de vivre dignement ne doit pas être un slogan ». C'est ce qu'il a fait savoir lors de la dernière séance du Conseil Général en intervenant sur le Fond de Solidarité pour le Logement (FSL). Par ailleurs, il constate que la politique du gouvernement s'en remet uniquement

aux marchés et aux collectivités locales sur ce sujet.

« La situation sociale jette à la rue des familles qui ne peuvent plus subvenir aux charges de location de leur logement et ceci malgré l'intervention des collectivités, des CCAS, des associations caritatives. ». En cause, les trajectoires sociales rendues plus difficiles par la crise, la baisse du pouvoir d'achat... Autant de problèmes non résolus par un chef d'Etat pourtant volontariste sur ces sujets.

L'intervention du Conseil Général via les FSL est d'aider les ménages les plus modestes à louer un logement ou à se maintenir dans ce logement. Il permet donc, dans certain cas, d'éviter les expulsions.

Comme le remarque l'élu, la situation des accédants, comme les difficultés de maintien des locataires endettés demande une implication financière forte de la part du conseil général, mais que fait l'Etat ?

ADECR

L'Etat doit sauver la construction navale dans notre département

Le groupe ALSTOM s'est complètement désengagé des chantiers navals de St-Nazaire. Il a cédé les 16,16% du capital qu'il détenait à l'actionnaire majoritaire : STX Europe. L'Association des Elus-e-s communistes, Républicain-e-s et Apparenté-e-s de Loire-Atlantique dénonce cet état de fait et l'inertie du gouvernement qui aurait pu acquérir ces parts. Une inertie faisant suite aux promesses de campagne des candidats UMP qui annonçaient une commande imminente de l'armateur MSC. Commande qui n'est toujours pas confirmée aujourd'hui. Comme le dénonce l'association : « La vente des parts d'ALSTOM n'était un secret pour personne, l'Etat avait le devoir de racheter ces parts comme il a le devoir de sauver la construction navale à St-Nazaire. Il doit mettre en œuvre une véritable politique industrielle pour la filière maritime, afin de maintenir les emplois, le savoir faire et diversifier l'activité ».

En effet, 2500 salariés travaillent sur les chantiers et ce, sans compter les emplois induits. Ces salariés dans l'incertitude depuis plusieurs mois subissent des heures de chômage partiel et un plan de départ volontaire. La prise des parts d'ALSTOM par STX renforce la crainte des salariés. Comme le remarque le conseiller général communiste Roger David, « STX décidera en fonction des intérêts du moment, en faisant jouer s'il le faut, la concurrence entre ses différents chantiers et entre les salariés ».

AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Rezé Sud Loire

Jeudi 8 avril :
Réunion du comité local à 18H30 au siège de la section.

Loire et Sèvre

Vendredi 9 avril :
Réunion du comité local à 19H00, à la maison des associations à La Chapelle Basse Mer.

Mouvement des Jeunes communistes

15 16 17 avril :
Congrès national du Mouvement des jeunes communistes à Gennevilliers.

Saint-Nazaire

Mercredi 21 avril :
Réunion du comité local à 18H00 au siège de la section.

■ Une soirée conviviale pour la nouvelle conseillère régionale



120 personnes se sont rendues à la salle des fêtes de St Joachim, le mercredi 24 mars, pour féliciter la nouvelle conseillère régionale Véronique MAHE. La section de Brière, la population de la commune dont Madame HALGAND, Maire de la commune, et des responsables de la fédération du PCF se sont mobilisés pour rendre hommage à la secrétaire de la section locale communiste, **candidate sur la liste « la gauche en action » conduite par Jacques AUXIETTE, élue le 21 mars dernier lors du second tour de l'élection régionale.** Les participants à cette initiative

n'ont pas manqué de rappeler que Véronique MAHE était la **première conseillère régionale habitante de St Joachim**, cela représente pour les habitants de la commune brièronne un fait politique notoire. Lors de son intervention, Véronique a mis en avant le travail de terrain des militant(e)s pour faire gagner la gauche, elle s'est aussi engagée à exercer son mandat au service des populations et des territoires des Pays de la Loire, en portant des propositions fortes pour défendre et améliorer le développement économique, les transports régionaux, la gratuité des formations jusqu'au BAC, les mesures contre les discriminations notamment vis-à-vis des femmes.

■ Karl MARX : Un penseur moderne

Le Manifeste du Parti communiste a plus de 150 ans et pourtant il est toujours d'actualité quant à l'analyse de l'histoire qui est pour MARX l'histoire de la lutte des classes, l'analyse des rapports sociaux, les rapports de production et la critique du capitalisme. Lors de la rencontre débat sur le thème du fameux ouvrage de MARX organisée par les vétérans du PCF et les jeunes communistes, Yvon QUI-NUOU, philosophe marxiste, est venu apporter des éléments de compréhension théoriques et pratiques sur les réflexions historiques, économiques et sociologiques du penseur allemand dont l'influence dans l'histoire du mouvement ouvrier international est incontesté et incontestable. **Cette initiative fut donc un moment privilégié pour revisiter la pensée marxiste**, ses concepts, son modernisme dans une société en perpétuel mouvement dans laquelle l'antagonisme de classes a pris d'autres formes mais est toujours bien réel puisque la bourgeoisie est organisée et défend ses intérêts en poursuivant son exploitation, sa domination et son oppression sur les peuples du monde entier.



■ Les communistes de Vertou saluent Paul MARION

Paul MARION, un copain, un ami, un camarade, nous a quittés brutalement. Engagé volontaire dès la première heure au début de la guerre 39-45. Militant syndicaliste CGT, infatigable aux Ateliers et Chantiers de Bretagne (ACB). Militant engagé au PCF, depuis une quarantaine d'année et plus. Militant de toujours à l'Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC), Paul a toujours été de tous les combats. Militant simple mais fidèle, Paul nous a toujours convaincus que c'est par et au travers de la lutte que les citoyens que nous sommes, peuvent rester debout et dignes. Adieu Paul.

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Aymeric SEASSAU
Commission paritaire : N° 0310 I 86504
Imprimerie: IMPRAM Lannion
Composition: SEM Locminé
Responsable de la rédaction:
Aymeric SEASSAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 48 56 36
e-mail: redac.nla@orange.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de:

Marie-Annick BENÂTRE
Yannick CHENEAU
Pedro MAIA
Jean-Yves MARTIN
Yann VINCE
Jérôme TURMEAU



Vite lu...



« Une économie libérale mais pas libérée »
Par Benoit LUSSEAU, étudiant

Mise en avant dans l'actualité internationale suite aux attentats dans le métro moscovite, la Russie voit le climat social se détériorer de nouveau. Acculée par la crise financière et une récession estimée à près de 7,5%,

l'économie russe reste dépendante des cours des matières premières. Désormais obligé de puiser dans les recettes des exportations de pétrole pour relancer la consommation intérieure, le ministre des finances, Alexeï

« les conditions économiques et sociales du pays impliquent d'importants changements politiques pour réajuster la répartition des richesses et relancer la productivité d'un pays où milliardaires et millions de pauvres se côtoient. »

Koudrine a annoncé que le Fonds de réserve serait presque vide d'ici la fin de l'année.

Un déclin économique accentué par la corruption qui selon l'organisation « Transparency

International » coûte environ 200 milliards d'euros au budget annuel russe. Bien que l'actuel président libéral, Dimitri Medvedev, fait de la lutte contre la cor-



ruption sa priorité, il se retrouve dorénavant confronté aux attentes sociales d'un peuple majoritairement victime de l'adaptation à

l'économie de marché.

Ainsi la crise a rendu statique une croissance accélérée actuellement submergée par l'inflation des prix qui ne peut être contenue avec une faible augmentation des salaires.

La modernisation de l'économie entreprise par Medvedev n'empêche pas la chute du constructeur automobile AvtoVAZ et la détérioration des infrastructures du pays. Les récentes élections régionales russes révèlent la baisse des suffrages pour le parti de la majorité présidentielle, Russie Unie. En parallèle le scrutin démontre une progression du parti communiste, principal représentant de l'opposition. De plus, les conditions économiques et sociales du pays impliquent d'importants changements politiques pour réajuster la répartition des richesses et relancer la productivité d'un pays où milliardaires et millions de pauvres se côtoient.